



Solidarité Nouvelle pour le Logement

RÉHABILITATION ET SURÉLÉVATION D'UNE MAISON DE VILLE

10 rue du Docteur Laurent, 75013 Paris

CCTP LOT CURAGE DEPOSE DEMOLITION

Dossier DCE | Novembre 2024

Architectes :

fair

fabrique d'architectures innovantes et responsables

22 rue des Taillandiers, 75011 Paris

T : 06 19 31 80 74 E : ivan@fair.archi

Bureau d'étude thermique :

P-tréma

26, rue Edouard Vaillant 93170 Bagnole

T : 06 03 19 33 69 E : contact@ptrema.fr

Bureau d'étude structure :

SYRFRA

18 Bis Rue Henri Barbusse 75005 PARIS

T : 07 78 67 06 87 E : n.badart.syrfra@gmail.com

TABLE DES MATIERES

Table des matières	1
CURAGE DEPOSE DEMOLITION	2
0. PRESCRIPTIONS GENERALES - SPECIFICATIONS	2
1. INSTALLATION DE CHANTIER	8
1.1. Installation de chantier	8
1.2. Branchements de chantier	8
2. DESAMANTAGE	9
2.1. Retrait des enduits amiantés dans la cuisine	9
2.2. DECHETS D'ENLEVEMENT DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE :	10
2.3. FIN DE TRAVAUX :	10
3. DEMOLITION ET CURAGE	11
3.1. Démolitions, dépose, démontages d'ouvrages et enlèvements	11
3.2. Déposes soignées en vue de réemploi	12
3.3. démolitions de murs et d'éléments maçonnés	13
3.4. Ouvertures de baies et trémies	13
3.4.1. baies	13
3.4.2. plancher	14
3.4.3. Porte blindée	14
4. TERRASSEMENTS	15
4.1. Terrassements	15
5. Enlèvement des gravais aux décharges publiques sélectives	15
6. Nettoyage de chantier ET FIN DE CHANTIER	15
7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	16
7.1. Curage de l'atelier	16
7.2. Dépose toiture en fibro-ciment	16
7.3. Démolition atelier	16

CURAGE DEPOSE DEMOLITION

0. PRESCRIPTIONS GENERALES - SPECIFICATIONS

0.1. PREAMBULE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concerne les travaux du lot - CURAGE DEPOSE DEMOLITION relatif à la Réhabilitation et la surélévation d'une maison de ville au 10 rue du Docteur Laurent, 75013 Paris pour l'association Solidarité Nouvelle pour le Logement

La réhabilitation de l'ensemble de la maison de ville fera l'objet d'un marché séparé dans une seconde phase.

L'Entrepreneur devra prévoir dans son offres tous les travaux nécessaires pour assurer le parfait et complet achèvement des ouvrages, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix de son marché pour raison d'omission ou d'erreur dans les pièces du dossier.

Travaux à prévoir par l'Entreprise :

- Le repérage des ouvrages à déposer et des limites de dépose
- La dépose soignée des ouvrages en réemploi
- Le stockage de ces ouvrages
- La dépose des ouvrages non conservés
- La démolition de béton
- La réalisation des protections des ouvrages restants
- L'évacuation des gravois, sans délai.
- L'implantation, les réservations et l'incorporation des éléments dans ses ouvrages suivant définition des articles ci-dessus,
- la réalisation de structures en béton armé
- la réalisation des murs maçonnés de toutes natures et de toutes épaisseurs,
- les formes de pentes et les engravures,
- La réalisation des seuils et appuis maçonnés, le dressement des tableaux, selon détails de réalisation des lots Menuiseries extérieures et selon les détails architecte,
- La protection des ouvrages
- Le nettoyage en cours de chantier et le nettoyage final des ouvrages
- L'ensemble des ouvrages divers décrits au présent C.C.T.P.
- Cette liste n'est pas limitative.

0.2. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et plus particulièrement en conformité avec la réglementation administrative et les documents techniques en vigueur, 10 (dix) jours avant la remise des offres.

Les documents suivants seront tout particulièrement respectés :

- D.T.U. en vigueur à la date de la consultation et Cahier des Charges et des Clauses spéciales (C.C.C.S.) propres aux ouvrages du présent lot.
- Normes Françaises et Européennes homologuées (NF)
- Agréments et avis techniques du C.S.T.B.
- Lois et textes relatifs à la protection des bâtiments recevant du public contre les risques de panique et d'incendie
- Accessibilité des personnes handicapées à mobilité réduite aux établissements recevant du public
- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection des bâtiments d'habitation contre l'incendie
- Code de la Construction - Articles R 123.1 à R 123.55 (protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public)

- Code du Travail (Titre 3 : hygiène, sécurité et conditions de travail) et décret du 14 novembre 1988.
- Réglementation spécifique au bâtiment. Ces réglementations sont à prendre en compte et à appliquer en fonction du présent marché.

0.3. PROTECTIONS

PROTECTION DES OUVRAGES

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de ses ouvrages. Elle en assurera donc une protection efficace et adaptée afin d'éviter tous risques de détérioration. Elle veillera à ne pas endommager les ouvrages conservés.

Tout ouvrage détérioré avant réception des travaux sera remplacé aux frais de l'entreprise.

NB : Les étalements, butons et blindages mis en place pour assurer la sécurisation du site devront rester le temps nécessaire au-delà de la durée des travaux de curage, jusqu'aux travaux de réhabilitation.

PROTECTION ELECTRIQUE

L'entreprise du présent lot devra s'assurer de la consignation des équipements électriques.

PROTECTION DES BOIS MIS EN OEUVRE

L'ensemble des bois mis en œuvre sera protégé par un traitement anti-termites.

0.4. PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

Seront joints obligatoirement les documents suivants :

DOCUMENTS A FOURNIR A L'EXECUTION

- Les notes de calcul et plans d'exécution à la charge des entreprises.
- Les plans d'atelier de fabrication et notes de calcul y afférent, à remettre à l'Architecte dans les délais prescrits.
- Les plans doivent obligatoirement avoir reçu l'agrément de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution

0.5. MITOYENS ET BATI EXISTANT

L'entreprise prendra toutes précautions pour conserver en état les ouvrages rencontrés lors son intervention et conservés pour la suite du projet.

0.6. IMPLANTATION DU CHANTIER

L'implantation générale du chantier est assurée par le présent lot. Le présent lot a en charge la vérification de l'implantation de l'ensemble de ses ouvrages. Aucun report de responsabilité ne sera donc accepté sur ce point.

0.7. SONDAGE

En fonction des sondages déjà exécutés sur le site et après l'avis du Bureau de Contrôle, l'entreprise s'assurera que ses travaux n'entraînent pas de dégâts complémentaires.

Elle pourra donc réaliser des sondages ciblés en vue de parfaire ses travaux

0.8. NOTE DE CALCUL - PLANS D'EXECUTION

L'entreprise doit les études spécifiques, les calculs et les études d'exécution de ses ouvrages.

0.9. CONDITION D'EXECUTION DES DEMOLITIONS

L'Entrepreneur du présent lot doit tenir compte dans son prix forfaitaire des prescriptions suivantes :

- 1 - Démarches à entreprendre

Avant tout commencement de ses travaux, l'Entrepreneur du présent lot doit :

- Localiser et signaler par tous moyens les réseaux traversant le terrain et restant en service y compris toutes protections nécessaires.
- Demander aux Administrations et Services Publics concernés, toutes les autorisations et interventions nécessaires concernant les fermetures de compteur d'eau, gaz, électricité et déplacement de ligne téléphoniques ou électriques, mise en place de panneaux d'avertissement des travaux, etc.
- Prendre contact avec les Architectes, Syndics et autres personnes responsables de la maintenance des immeubles mitoyens et informer le Maître d'Œuvre de toute correspondance émanant de ces derniers.
- Prendre contact avec les Services Techniques responsables des voiries, afin d'obtenir toutes autorisations, et de connaître les signalisations provisoires à mettre en place, etc. Il doit acquitter tous droits de voirie, palissades et autres sans jamais pouvoir prétendre à une indemnité quelconque.

2 - Travaux préparatoires

L'Entrepreneur doit s'assurer que les parties à démolir ne comportent plus de réseaux sous tension, que les réseaux de gaz et d'eau ont été coupés et qu'il n'existe plus aucun risque pouvant résulter de fautes occasionnées sur lesdits réseaux. Les réseaux de sprinklers doivent rester en service continuellement.

Dans le cas de dégradations causées à des réseaux ou ouvrages existants, par l'Entreprise du présent lot, celle-ci doit leur réfection ou reconstruction à l'identique.

3 - Protections

Il est à ce titre tenu compte des derniers règlements de police connus et fait application de tous ceux qui pourraient intervenir en cours de travaux. Le chantier est maintenu fermé par la clôture comportant un portail de grande dimension et manœuvré autant de fois qu'il est nécessaire.

Le personnel de chantier est équipé, suivant la réglementation de travail et porte un casque de sécurité d'un modèle homologué en permanence pendant toute la durée de sa présence sur le chantier. Tout manquement est consigné au Cahier de chantier SPS.

Les protections appropriées, sont mises en place et maintenues aussi longtemps que nécessaire, de façon à exclure toute gêne aux occupants et personnels de chantier, tout risque de danger et de dégradation.

De plus, il est rappelé que l'ensemble des arbres existants, est préservé par tous les moyens adéquats. En cas de destruction du fait de l'Entreprise, le remplacement est exigé à ses frais et à l'identique.

4 - Personnel

Les travaux conduits par un chef hautement qualifié, présent en permanence sur le chantier et équipé constamment d'un téléphone portable GSM branché et avec messagerie.

0.10. REGLEMENTS NORMES PRESCRIPTIONS : ENLEVEMENT DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE - RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AU RETRAIT DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE.

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour respecter impérativement et strictement la réglementation en vigueur relative à l'amiante, dont plus particulièrement les textes suivants.

Textes officiels :

Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Code du travail, livre 2, chapitre 1 : article L. 231.12.

Code de la santé publique : articles L. 1 - L. 2 - L. 48 - L. 49 et L. 772.

Loi no 96-452 du 28 mai 1996 - article 39 élargissant la procédure d'arrêt de chantier à « l'absence de dispositifs de protection de nature à éviter les risques liés aux opérations de confinement et de retrait de l'amiante ».

Décret no 77-974 du 19 août 1977 relatif à l'élimination des déchets.

Directive européenne no 83/477/CEE du 19 mars 1983 concernant la protection des travailleurs contre les risques de l'exposition à l'amiante, modifiée par la directive n° 91/382/CEE du 25 juin 1991.

Décret no 88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante.

Décret no 88-466 du 28 août 1988 relatif à l'étiquetage des produits contenant de l'amiante.

Circulaire du 27 janvier 1993 relative au plan de retrait d'amiante.

Décret no 94-614 du 26 juillet 1994 modifiant les dispositions relatives aux produits contenant de l'amiante (décret du 20 mars 1978).

Décret no 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret no 97-855 du 12 septembre 1997.

Décret no 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, modifié par le décret no 96-1132 du 24 décembre 1997 et par le décret no 97-1219 du 26 décembre 1997.

Arrêté du 4 avril 1996 interdisant de faire appel à des intérimaires ou à des salariés sous contrat à durée déterminée pour toutes les activités touchant à l'amiante.

Loi no 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire, étendant aux opérations de confinement et de retrait de l'amiante, la procédure d'arrêt de chantier de l'article L. 231-12 du Code du travail.

Arrêté du 6 décembre 1996 relatif au modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail pour la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

Décret no 96-1132 du 24 décembre 1996 modifiant le décret du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Circulaire du 9 janvier 1997 (Environnement) élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics, des produits amiante-ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante-ciment et des points de vente ainsi que tous autres stocks.

Recommandations R. 378 du 4 novembre 1997 du Comité national des industries du bâtiment et des travaux publics (CNAMTS) relatives aux modalités d'exécution des travaux de dépose de matériaux en amiante-ciment utilisés en enveloppe des bâtiments ou accessoires extérieurs.

Décret no 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret no 96-98 du 7 février 1996 modifié, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Circulaire DGS/VS 3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD no 98-58 du 25 septembre 1998

(Emploi - Équipement - Environnement) relative à la protection de la population contre les risques liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Circulaire DRT 98/10 du 5 novembre 1998 (Emploi) relative aux modalités d'application des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

Recommandations de la CNAMTS

R. 343, relative aux travaux sur couverture en matériaux peu résistants, adoptée le 24 mai 1989 par le CTN du BTP et le 14 novembre 1989 par le CTN des PTF.

R. 345, relative aux mesures de prévention dans les travaux de démolition par procédés mécaniques ou à la main, adoptée le 27 juin 1990 par le CTN du BTP.

R. 378, relative à la dépose des matériaux en amiante-ciment utilisés en enveloppe de bâtiment ou accessoires extérieurs.

Normes NF et EN

Norme NF EN 140 : appareils de protection respiratoire. Demi-masques et quarts de masques : exigences - essais - marquages.

Norme NF EN 143 : appareils de protection respiratoire. Filtres à particules : exigences - essais - marquage.

Norme NF EN 146 : appareils de protection respiratoire. Appareils filtrants contre les particules, avec ventilation assistée, avec casque ou cagoule.

Norme NF EN 147 : appareils de protection respiratoire. Appareils filtrants contre les particules, avec ventilation assistée, avec masques complets, demi ou quart de masques.

Norme NF EN 149 : appareils de protection respiratoire. Demi-masques filtrants contre les particules : exigences - essais - marquage.

Connaissance de la réglementation

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir la parfaite connaissance de l'ensemble de la réglementation concernant les opérations de retrait de matériaux contenant de l'amiante.

0.11. ECHAFAUDAGES

Le prix des échafaudages nécessaires à l'exécution des différents ouvrages est implicitement compris dans le prix des dits ouvrages.

Tous les échafaudages sont dus sans limite de hauteur

0.12. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus :

- Le terrain et ses sujétions propres,
- Les contraintes relatives aux constructions voisines,
- Les modalités d'accès par les voies existantes,
- Les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement,
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public- les règlements particuliers liés aux aménagements du quartier établis par le gestionnaire des terrains.

L'entreprise est tenue de prendre connaissance des CCTP de l'ensemble des lots.

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession, ou bien fassent l'objet d'une demande de supplément de prix. Toutes modifications en cours de chantier pour quelque raison que ce soit seront prises en charge par l'entreprise.

RESPONSABILITE

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées :

- sur les bâtiments voisins
- sur les propriétés voisines
- sur la voie publique.

Elle devra les réparations, réfections et remises en état qui s'imposent. Ces réparations seront réalisées par des entreprises spécialisées, les frais étant supportés par l'entreprise du présent lot.

Il reste bien entendu que l'entreprise du présent lot sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

SECURITE

L'entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité et notamment :

- Mise en place de tous dispositifs assurant la sécurité du chantier, de la voie publique, de la voie privée, des accès : échafaudages, auvent, parapluie, platelage pour protection des passants et des véhicules.
- Mise en place, pour toutes interventions lourde sur la voie publique, d'un homme de trafic.
- Déchargement et Chargement des camions sur la voie publique proscrit sur longue durée, sauf autorisations obtenues.
- Prévoir, pendant toute la durée des travaux, un matériel de premier secours contre les risques d'incendie et d'effondrement.
-

NUISANCES

Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux règlements en vigueur.

0.13. NETTOYAGE

L'entreprise devra le nettoyage et l'évacuation des gravois provenant des ouvrages démolis. Il en sera de même pour tous ses emballages provenant des ouvrages mis en œuvre sur le chantier ; ces derniers seront immédiatement chargés et évacués par l'entreprise.

Ce nettoyage sera réalisé à l'avancement des travaux, par zones, niveaux ou locaux selon le cas, ou sur simple demande du Maître d'Œuvre.

L'entreprise devant la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, elle s'assurera de leur parfait état de propreté pour la réception des ouvrages. Le cas échéant, elle en assurera le nettoyage final.

En cas de non-respect de cette clause de nettoyage, le Maître d'Œuvre a la possibilité, aux frais de l'entreprise défaillante, de commander ce nettoyage auprès d'une entreprise spécialisée, dans les délais qui lui seront imposés.

1. INSTALLATION DE CHANTIER

1.1. INSTALLATION DE CHANTIER

Prestation :

L'installation de chantier est à prévoir par le présent lot :

- Réalisation d'un plan d'installation de chantier représentant les différents flux de circulation, les zones de stockage et les accès.
- Fourniture et pose d'un panneau de chantier avec nom et coordonnée de l'ensemble des intervenants et leurs logos.
- Demande de voirie pour l'installation du chantier sur le domaine public.
- Demande de raccordement électrique et d'eau pour le chantier (voir ci-dessous)
- L'installation de barrière type clôtures pleines en périphérie des zones de travaux avec forme de portail et cadenas. Les barrières seront tenues en pied par des éléments autostables et boulonnées en tête.
- Pose de raidisseurs.
- L'installation de sanitaires et vestiaires, conformément aux articles du Code du Travail.
- Installation d'un local correctement dimensionné pour les réunions de chantier avec à disposition tables, chaises et l'ensemble des pièces écrites du dossier.
- Les tranchées pour tous les branchements provisoires ci-dessous.
- Réalisation et entretien des aires de cantonnement et de stockage des matériaux pour tous les corps d'état.
- Réalisation et entretien des voies d'accès au chantier et aux locaux communs.
- Mise en place, entretien et enlèvement des moyens de levage.
- Les bennes : elles intégreront le principe de tri sélectif et sont à la charge du présent lot pour la période démolition.
- L'entretien de ces installations pendant toute la durée du chantier.
- La dépose complète de l'installation et l'ensemble des remises en état.

Y compris :

- Nettoyage hebdomadaire des locaux base vie.
- Nettoyage en cours de chantier

1.2. BRANCHEMENTS DE CHANTIER

L'entreprise doit prévoir les démarches nécessaires pour le branchement de compteurs chantier pour l'alimentation en eau et en électricité.

L'installation électrique à partir de ces comptages : tableau, réseau, éclairage de chantier..., et les branchements provisoires de chantier pour l'alimentation en eau sont dues au titre de ce chapitre. Ainsi que les abonnements et les consommations d'eau et d'énergie.

Les frais de consommations en eau et électricité des installations de chantier seront à la charge du Maître d'ouvrage durant la réalisation du chantier.

2. DESAMIANPAGE

2.1. RETRAIT DES ENDUITS AMIANTES DANS LA CUISINE

1. Plan de retrait :

Un mois avant la date prévue pour le début des travaux, l'entrepreneur transmettra le plan de retrait aux services concernés (l'Inspection du travail ; Caisse régionale d'assurance maladie l'OPPBTP, médecine du travail ;...) et au maître d'ouvrage.

Ce plan de retrait doit donner tous renseignements et toutes précisions utiles pour chacun des points réglementaires

2. Dépose des éléments amiantés

Les prescriptions essentielles selon la recommandation R. 378 de la CNAMTS du 4 novembre 1997.

Méthode de prévention

Avant tout début de travaux, la méthode de prévention peut être résumée comme suit :

- évaluation du risque ;
- vérification de l'aptitude médicale des salariés et suivi médical ;
- information des salariés ;
- formation des salariés ;
- choix du mode opératoire et de l'outil ;

et en ce qui concerne les interventions proprement dites :

- application du mode opératoire défini ;
- signalisation de la zone d'intervention ;
- protection des opérateurs ;
- nettoyage de la zone et des objets pollués ;
- recueil et élimination des déchets.

Protection des opérateurs

L'entrepreneur devra mettre à disposition des ouvriers des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés : vêtements jetables, appareils de protection respiratoire.

Compte tenu de la nature des travaux (durée, pénibilité, nécessité de conserver un champ de vision intégrale), le demi-masque en caoutchouc doté d'un filtre antipoussières P3 est généralement l'appareil approprié.

Les demi-masques en caoutchouc doivent être personnalisés et faire l'objet d'une procédure journalière de nettoyage et de changement de filtre.

Le demi-masque filtrant jetable type FFP3 peut être utilisé pour les travaux de courte durée. Il doit être jeté en fin de poste.

Chaque fois que l'utilisation d'outils génère des poussières, il convient d'utiliser un demi-masque à ventilation assistée avec filtre TMP3.

L'entrepreneur devra mettre à disposition en quantité adaptée à l'effectif, des installations permettant aux intervenants de se déshabiller, de revêtir les EPI, de prendre une douche d'hygiène corporelle en fin d'intervention, de se rhabiller.

Nettoyage du chantier

Dans le cadre de la réhabilitation, protéger les installations en place.

Nettoyer après dépose en utilisant les moyens et matériels appropriés au type d'opération (aspersion ou aspiration avec filtres à très haute efficacité).

Traitement des effluents de la (ou des) zone(s) de travaux

Les effluents en provenance de la (ou des) zone(s) de travaux devront être contrôlés en permanence. Dans le cas où ils resteront en dessous de la valeur fixée par voie réglementaire en ce qui concerne le poids de matière totale en suspension par m3 d'effluent, ils pourront être déversés dans le réseau d'évacuation.

Dans le cas contraire où les contrôles feront apparaître une valeur supérieure à celle autorisée, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer l'évacuation de ces effluents dans des conditions répondant à la réglementation.

Les eaux de lavage seront récupérées aux points de ramassage et devront passer par une série de filtres avant rejet à l'égout ou en milieu naturel.

2.2. DECHETS D'ENLEVEMENT DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE :

Le traitement des déchets en provenance de l'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante friable et non friable, tels que tous les matériaux en amiante-ciment, devra se faire dans le plus strict respect de la réglementation en vigueur à ce sujet.

Les déchets provenant des interventions doivent être considérés selon qu'ils sont susceptibles de libérer des fibres d'amiante ou non.

Déchets de type 1 :

Les déchets tels que filtres à poussières usagés, masques et vêtements jetables, cartouches filtrantes, déchets issus du nettoyage comme les débris et les poussières, et d'une manière générale tous les produits d'aspect pulvérulent sont susceptibles de libérer des fibres.

Ils constituent des déchets spéciaux et sont placés dans un emballage spécifique « amiante » et confiés sans délai à un centre de collecte spécialisé ou un centre de stockage de classe 1 en vue de leur élimination.

Déchets de type 2 :

Les déchets de matériaux tels que plaques amiante-ciment, et autres produits résultant de la stabilisation au ciment des poussières recueillies, sont considérés comme des déchets inertes et peuvent être placés dans des centres de stockage autorisés.

La circulaire du 19 juillet 1996 précise les règles à respecter pour l'élimination des déchets pulvérulents et des EPI.

La circulaire du 9 janvier 1997 précise les règles à respecter pour l'élimination des déchets d'amiante-ciment. Lors des opérations de chargement et de déchargement des déchets, les salariés doivent avoir à disposition des EPI présentant les mêmes caractéristiques que pour les opérations de dépose.

Lors du transport, les déchets de matériaux doivent être recouverts par une bâche et les véhicules équipés conformément à la réglementation en vigueur.

Bordereau de suivi des déchets

Le « Bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante » devra être établi et suivi par l'entrepreneur.

Ce bordereau sera établi sur la base du bordereau provisoire défini en Annexe 4 de la circulaire du 9 janvier 1997.

Il sera établi en six exemplaires, dont la diffusion sera effectuée par l'entrepreneur et le maître d'ouvrage.

2.3. FIN DE TRAVAUX :

En fin de travaux et pour restitution du bâtiment, l'entrepreneur devra effectuer tous les travaux, contrôles, analyses et autres, dans les conditions fixées par la réglementation.

Nettoyages

Il s'agit :

- du nettoyage des parties communes ;
- de la fixation des fibres éventuellement résiduelles ;
- du nettoyage final humide ;
- du traitement de la zone par micro pulvérisation.

-

Démontage des installations et remise en état d'origine

Cela comprend :

- le démontage, dépose de toutes les installations de protection et autres ;
- la mise en doubles sacs des derniers déchets et poussières ainsi que de tous les matériels et équipements contaminés, sortie et mise en récipients et enlèvement dans une décharge autorisée ;
- le démontage et repli des installations de chantier et remise en état des emplacements ;
- l'enlèvement de la signalisation de chantier.

3. DEMOLITION ET CURAGE

3.1. DEMOLITIONS, DEPOSE, DEMONTAGES D'OUVRAGES ET ENLEVEMENTS

Prestation :

Exécution des démolitions, démontages soignés et enlèvements nécessaires à la rénovation du bâtiment, conformément à l'article ci-dessus "0.9 CONDITION D'EXÉCUTION DES DÉMOLITIONS ". (Cette liste n'est pas limitative) :

Y compris selon nécessité :

- Coupes soignées de toutes armatures de liaison à la structure existante conservée.
- Utilisation des équipements et outillages adaptés aux déconstructions ci après.
- Mise en place de l'ensemble des protections et maintiens nécessaires.
- Descellement des supports.
- Bouchement de trous, etc.
- Toutes précautions pour les parties conservées.
- Protection des ouvrages conservés, des sols contre le choc, la poussière, etc. : prévoir protection dure et polyane.
- Protection anti-poussière et nettoyage de l'ensemble des locaux pendant et après les démolitions. (balayage et aspiration).
- Stockage propre, évacuation régulière des gravois aux décharges publiques sélectives y compris tri préalable des matériaux et droits de décharges.
- Rebouchage en maçonnerie des spectres (sol, murs et plafonds) des ouvrages déposés en matériaux aptes à recevoir les futurs matériaux du projet.
- Raccords d'enduit sur murs et sur plafond conservés et raccords de chape au sol.

La localisation ci-dessous, bien qu'aussi précise que possible, n'est pas limitative. L'Entrepreneur doit l'ensemble des démolitions pour mise à nu complète des locaux et enlèvement de tous supports afin de parvenir à l'ouvrage fini selon les plans du Maître d'Oeuvre.

Localisation :

Par comparaison entre les plans "existant" et les plans "projet" ainsi que par la visite obligatoire sur place :

Pour mise à nu de la structure du rez-de-chaussée du bâtiment, démolition complète de :

- L'ensemble des maçonneries, cloisons, doublages, habillages muraux, doubles cloisons existantes derrière les habillages, socles, dés, etc.
- Les placards, blocs-portes, plinthes, mobiliers fixes, etc.
- Les installations de plomberie sanitaire et de chauffage y compris tous les appareils, chaudière, radiateurs, équipements, les canalisations, caniveaux, siphons et les supports.(Hors installations utilisées pour le chantier)
- L'installation électrique y compris les câblages courants forts et courants faibles avec toutes coupures préalables contrôlées.
- Les menuiseries, portes, portes blindées, trappes, y compris bâtis et vitrages et stores.
- Les faux plafonds avec ossatures et suspentes, avec barrières coupe-feu et/ou isophonique y compris enlèvement de toutes les fixations dans les structures.
- La faïence murale sur murs conservés.
- Les menuiseries diverses.
- Les revêtements de sols souples et durs y compris chape de pose, colle, produit de ragréage, etc. jusqu'à la structure du plancher : emploi du grenailage selon nécessité.
- L'enlèvement des traces de colle (y compris celle au bitume) et de toutes parties adhérentes provenant des anciens sols : exécution par grenailage et/ou rabotage sans poussière y compris nettoyage soigné.
- Toutes fixations murales restantes dont : clous, cavaliers, cornières, suspentes.

De plus, les ouvrages spécifiques suivants sont à déposer (liste non limitative) :

- o Dépose de faïences murales et plinthes en carrelage
- o Portes non réutilisées

- o Dépose des installations techniques,
- o Radiateurs
- o Equipements sanitaires
- o Mobilier de cuisine et placard
- o Fenêtres non conservées
- o Divers équipements électriques et de plomberie
- o Divers dépose mobilier/étagère non réutilisé
- Mise à nu des profilés métalliques corrodés
- o Ouverture de baies et trémies dans maçonnerie existante
- o Démolition dallage existant
- o Démolition de cloisons non porteuses (avec renforts)

- Evacuations de gravois après tris sélectifs et mise en décharge

Evacuation des déchets, déblais et matériaux sans délai, soit en filières de réutilisation soit en dernier recours en décharges.

La liste des filières de réutilisation sera établie lors de la période de préparation.

Stockage sur site à convenir avec le maître d'œuvre, stockage hors site à prévoir

Nota : nécessité d'un repérage préalable pour identification des ouvrages à traiter et destination des matériaux (recyclage, réemploi, décharge)

3.2. DEPOSES SOIGNEES EN VUE DE REEMPLOI

Prestation :

Exécution des déposes et démontages soignés nécessaires à la réutilisation et le réemploi dans la rénovation du bâtiment. :

Y compris selon nécessité :

- Coupes soignées de toutes armatures de liaison à la structure existante conservée.
- Descellement des supports.
- Bouchement de trous, etc.
- Toutes précautions pour les parties conservées.
- Protection des ouvrages conservés, des sols contre le choc, la poussière, etc. : prévoir protection dure et polyane.
- Nettoyage de l'ensemble des locaux pendant et après les déposes.
- Sortie et évacuation des éléments excédentaires en resourcerie et filière de réemploi :

Prévue en utilisation sur place :

- Pierres de maçonnerie > Destinées au lot maçonnerie
- Carreaux de ciment > Destinés au lot carrelage
- Lames de parquet > Destinées au lot bardage
- Pavés > Destinés au lot maçonnerie
- Portes et bloc porte

Prévue en évacuation des éléments excédentaires en resourcerie et filière de réemploi :

- Poêle en faïence
- Radiateur
- Baignoire et lavabo

(Liste non limitative)

3.3. DEMOLITIONS DE MURS ET D'ELEMENTS MAÇONNES

Prestation :

L'Entrepreneur doit l'ensemble des travaux suivants pour la démolition de murs et d'éléments maçonnés (escalier, dalles...) (cette liste n'est pas limitative) :

- Étalement et étrésolement des structures conservées et des structures démolies, dont platelage étanche selon nécessité.
- Démolitions de tous types de matériaux (par sciage et/ou carottage au diamant selon nécessité y compris toutes protections et tous moyens de récupération des eaux de forage afin de supprimer tout sinistre dans les locaux contigus).
- Protection des ouvrages conservés, des sols, du matériel et des gaines, des réseaux de fluides, des chemins de câble, etc. dans le local technique contre le choc, la poussière, etc.
- Nettoyage de l'ensemble des locaux pendant et après les démolitions.
- Sortie et enlèvement des gravats aux décharges publiques sélectives.

L'Entreprise doit prendre toutes précautions permettant d'éviter :

- Tous risques de fissuration dans les ouvrages conservés et voisins.
- Tous risques de détérioration des ouvrages et planchers situés sous le niveau d'intervention (chutes de gravats, etc.).
- Tous risques de détériorations lors du transport des gravats, dont surcharges trop importantes sur les planchers existants ainsi que sur les dalles sur plots existants

L'Entreprise tiendra compte dans son prix de l'ensemble des sujétions :

- Planches-formes et platelage étanche permettant la récupération des gravats et assurant la sécurité au moment des démolitions.
- Étalements.

Localisation :

Par comparaison entre les plans "Existant" + la visite sur place indispensable et plans "Projet" du Maître d'Œuvre.

3.4. OUVERTURES DE BAIES ET TREMIERES

3.4.1. BAIERES

Prestation :

Exécution des percements ou agrandissement de baies dans tous matériaux existants, y compris :

- Étalements.
- Dépose et enlèvement aux D.P. des menuiseries et serrures existantes.
- Embochements, piédroits, linteaux et sommiers béton armé, selon nécessités.
- Démolition y compris découpe soignée dans tous matériaux existants.
- Profilés du commerce béton ou métallique par encaissement ou PRS lorsque les renforts peuvent être totalement invisibles des espaces accueillant du public y compris :
 - . soudure sur place éventuelle avec protection feu et radiographie des soudures.
 - . platines, tiges filetées, boulons, écrous, etc.
 - . linteaux en béton armé préfabriqués
- Pose, réglage et scellement des poutres métalliques.
- Pour toutes parties non vues : flocage stable au feu.
- Pour toutes parties vues : habillage toutes faces SF 2 heures ou CF 2 heures selon position par plâtre projeté lissé sur Nergalto.
- Prévoir la façon de trous dans l'âme des profilés pour le passage des gaines des réseaux de froid et autres passages techniques (voir plans des lots techniques) ou selon demande des lots techniques dont les câbles électriques.
- Raccords d'enduit ciment.
- Dressement des tableaux par enduit ciment et renformis.
- Façon d'appui et/ou de seuil moulé en B.A. dito existant.
- Chape ciment lissée au sol.

- Sortie et enlèvement des gravois aux décharges publiques sélectives.
 - Incorporation, scellement et calfeutrement de bâtis des autres corps d'état et réservation à la demande.
- Cette liste n'est pas limitative et comprend :
- . Ouverture dans murs parpaing ou béton préfabriqué, et enduit de finition de façade.
 - . Renforts nécessaires invisibles.

Localisation :

- Toutes baies créées ou modifiées en comparaison entre les plans "Existant" et les plans "Projet"

3.4.2. PLANCHER

Prestation :

Exécution de démolition de plancher ou d'agrandissement de trémies dans les planchers existants, comprenant :

- Étaiemements et étrésillonnement.
- Percements de dalle
- Empochements et sommiers béton armé.
- Chevêtres en béton armé et/ou métallique y compris protection stable au feu requise.
- Démolitions dans tous matériaux existants.
- Dégarnissage et protection des aciers à conserver pour liaison avec les nouveaux ouvrages.
- Forage du béton conservé et scellement à la résine des armatures pour liaison avec les nouveaux ouvrages.
- Raccords d'enduit ciment lissé.
- Garde-corps de protection et de sécurité autour des trémies y compris plinthe.
- Sortie et enlèvement des gravois.

Cette liste n'est pas limitative.

Toutes précautions à prendre vis-à-vis des ouvrages finis conservés et/ du niveau inférieur y compris réfections, si nécessaire, Tous Corps d'État des dégradations apportées aux installations de ce niveau.

Localisation :

Toutes trémies en comparaison entre les plans "Existant" et les plans "Projet"

3.4.3. PORTE BLINDEE

Prestation :

Fourniture et pose d'une porte blindée anti squat comprenant :

- Huisserie et contre cadre soudés en acier 20/10ème
- Porte en tôle d'acier pliée 15/10ème
- 3 paumelles de 140 mm sur butée à billes
- Serrure encastrée 3 points haut et bas
- Cylindre européen avec 4 clés brevetées et sa carte d'identification

Localisation :

A prévoir pour la baie à ouvrir en Rez-de-chaussée donnant sur l'escalier vers le jardin

4. TERRASSEMENTS

4.1. TERRASSEMENTS

Terrassements toute nature

Terrassements mécaniques et manuels de terres et de matériaux de toute nature. Evacuation des terres et des matériaux.

Compris étalement et blindage des maçonneries existantes si nécessaire. Protection et sécurisation des talus pendant la durée des travaux.

Compris toutes sujétions de dépassement des quantités dues au foisonnement. Compris toutes sujétions pour difficulté d'exécution.

Compris toutes sujétions de manutentions, d'outillage, chargements, pour la réalisation du terrassement.

Localisation : Retrait des terres de remblais en RDC du bâtiment

5. ENLEVEMENT DES GRAVOIS AUX DECHARGES PUBLIQUES SELECTIVES

Prestation :

Les gravois sont enlevés aux décharges publiques sélectives compris chargement, transport, redevances, ainsi que toutes sujétions d'accès et de sortie des fouilles et du bâtiment.

Justification par fourniture systématique des bordereaux de suivis (type Récépissé Trackdéchets) et de tous les reçus de décharge, tickets de transport ou autres documents de décharge au Maître d'œuvre.

Les gravois et les terres du présent lot sont à la charge de l'entreprise et ne sont pas à imputer au compte prorata.

6. NETTOYAGE DE CHANTIER ET FIN DE CHANTIER

Prestation :

L'entrepreneur doit assurer le nettoyage des voies publiques et privées au droit du chantier.

Après avoir quitté un local, il effectue un nettoyage des murs et ouvrages de toutes projections de ciment. Il doit un nettoyage et un grattage à la spatule si nécessaire.

A ses frais exclusifs (ou) aux frais du compte prorata, il met à disposition les bennes pour dépôt des gravois de tous les corps d'État avec tris sélectif et l'enlèvement journalier aux décharges publiques sélectives.

L'Entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

En fin de chantier, les locaux devront rester sécurisés (portes blindées existantes avant les travaux à vérifier et remettre en état le cas échéant)

7. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Les prestations suivantes sont à évaluer dans l'offre en option ou « Prestations supplémentaires éventuelles » :

7.1. CURAGE DE L'ATELIER

Prestation :

Exécution des déposes et démontages de l'ensemble des éléments contenu dans l'atelier en fond de parcelle.
Dépose à prévoir en vue de réemploi en filières de réutilisation

Evacuation des déchets, déblais et matériaux sans délai, soit en filières de réutilisation soit en dernier recours en décharges.

La liste des filières de réutilisation sera établie lors de la période de préparation.

Nota : nécessité d'un repérage préalable pour identification des ouvrages à traiter et destination des matériaux (recyclage, réemploi, décharge)

Localisation : Atelier en fond de parcelle.

7.2. DEPOSE TOITURE EN FIBRO-CIMENT

Prestation :

Suivant les mêmes prescriptions que les articles 0.10. Règlements normes prescriptions : enlèvement de matériaux contenant de l'amiante et 2.1 à 2.3 sur le désamiantage :

- Dépose de la toiture de l'atelier en fond de parcelle constituée de plaques de fibro-ciment
- Evacuation en filière adaptée aux déchets dangereux, avec transmission de récépissé Trackdéchets

Localisation : Atelier en fond de parcelle.

7.3. DEMOLITION ATELIER

Prestation :

Suivant les mêmes prescriptions que les articles de la partie 3 Démolition Curage : Démolition de l'ensemble du bâtiment Atelier en fond de parcelle avec évacuation des déchets, déblais et matériaux, soit en filières de réutilisation soit en dernier recours en décharges.

Localisation : Atelier en fond de parcelle.